

Introduction

Au printemps de l'année 1994, des chômeurs¹, des militants syndicaux et associatifs parcourent la France en direction de Paris pour lutter contre le chômage et la misère. Ces Marches², qui rappellent celle organisée dans les années 1930³ par la CGTU⁴, marquent la naissance d'une nouvelle organisation de chômeurs : Agir ensemble contre le chômage (AC!). En effet, depuis le début des années 1980, alors que le taux et les durées de chômage ne cessent d'augmenter, des organisations de chômeurs se forment. Le « Syndicat des chômeurs » (Fillieule, 1993), créé à l'automne 1981, est le premier à entreprendre des occupations d'Assedic et d'ANPE, inaugurant ainsi un répertoire d'action qui deviendra la marque de fabrique des luttes de chômeurs. En 1987, l'APEIS (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs et travailleurs précaires), se définissant comme « une association de chômeurs à caractère revendicatif », se constitue et se fait connaître par ses actions dirigées contre les Assedic, en particulier celles du Val-de-Marne (Bourneau et Martin, 1993). De même, dès la fin des années 1970, mais surtout à la fin des années 1980, des comités de travailleurs privés d'emploi et de précaires, encadrés par la CGT, se sont aussi développés, notamment dans les Bouches-du-Rhône à la suite de la fermeture des chantiers navals de La Ciotat : ils multiplient les actions protestataires en direction des Assedic (Pignoni, 2013). Par ailleurs, sous l'impulsion d'anciens militants issus de la gauche syndicale ou politique, parfois chômeurs, des associations locales se créent et maillent certains territoires (Demazière, 1996). À partir de 1986, nombre de ces associations locales se regroupent au sein du MNCP (Mouvement national des chômeurs et précaires), héritier direct du « Syndicat des chômeurs ». Enfin, des « Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions » s'organisent au printemps 1997 (Chabanet, 2002).

1. Nous devrions écrire des chômeurs et des chômeuses mais, par souci de lisibilité, nous choisissons de renoncer à la féminisation du texte. La rédaction de ce livre a ainsi davantage été orientée par le parti-pris de ne pas rendre invisible l'hétérogénéité de ses acteurs plutôt que par des précautions syntaxiques.

2. On dénombre cinq marches partant de plusieurs régions de France pour converger à Paris en mai 1994.

3. Une marche « contre la faim » est partie de Lille le 18 novembre 1933 pour arriver à Paris le 2 décembre 1933.

4. Une liste permettant de retrouver tous les acronymes utilisés se trouve en début d'ouvrage.

Du mouvement des chômeurs à la sociologie des chômeurs mobilisés

Il faudra cependant attendre l'hiver 1997-1998 et ce qui a été dénommé « le mouvement des chômeurs⁵ » pour que ces formes protestataires convergent et acquièrent une visibilité qui dépasse les sphères militantes. Pendant plusieurs mois, les actions d'occupations se déploient dans toute la France et les manifestations prennent une ampleur inédite⁶. Les organisations de chômeurs sont, pour la première fois de leur histoire, reçues à Matignon le 8 janvier 1998, par le Premier ministre Lionel Jospin, et deviennent ainsi un interlocuteur des pouvoirs publics. Cette reconnaissance participe d'une reprise en main politique des luttes de chômeurs et de leur succès. Des mesures sont annoncées tandis que les occupations d'Assedic et d'ANPE sont évacuées par la force. Cette intervention survient au moment où le mouvement des chômeurs s'étend à la Bretagne : Guingamp, Brest, Quimper, Saint-Brieuc, Rennes, Morlaix, Vannes... La fermeture des Assedic et des ANPE oblige les relais locaux des luttes de chômeurs à se rabattre sur les mairies, dont les conditions d'occupation sont négociées. Elles durent plusieurs semaines et font l'objet d'une couverture médiatique locale intense, de moins en moins relayée au plan national. En mars 1998, les luttes de chômeurs retrouvent leur invisibilité tout en reprenant leurs activités locales mais leur importance symbolique est acquise. Même si les revendications n'ont pas été satisfaites, le mouvement de 1997-1998 constitue un moment fort de la mémoire des luttes de chômeurs et, plus largement, de la recomposition des « minorités actives » (Sommier, 2001). Ces actions deviennent un morceau des luttes « des sans », « des exclus sociaux », ultérieurement « des précaires » (Boumaza et Pierru, 2007 ; Boumaza et Hamman, 2007). Cependant, depuis le milieu des années 2000, l'invisibilité de la figure du « chômeur mobilisé », voire des chômeurs, est troublante. Alors que les sociétés européennes sont confrontées depuis 2008 à une nouvelle massification du chômage, les chômeurs n'apparaissent plus que comme des statistiques mensuelles, des nombres répétitifs. Les « chômeurs mobilisés » auraient-ils à nouveau disparu ? Les obstacles à leur mobilisation seraient-ils (devenus) insurmontables ? Aujourd'hui, les organisations continuent de déployer leur travail d'accueil et d'écoute auprès des chômeurs, plus rarement de mobilisation. De même, au niveau local, des associations en faveur des chômeurs naissent et meurent tandis que des actions ponctuelles sont organisées et tentent de rallumer la flamme de 1997 (Kim, 2014). Ces dynamiques dispersées et affaiblies révèlent que les chômeurs existent toujours et que leur mobilisation reste d'actualité dans le monde militant.

Dans les années 1980-1990, au sein des sphères de la production académique sur les mouvements sociaux, la naissance des organisations de chômeurs a fait

5. Pour une chronologie détaillée, voir COMBESQUE (1998).

6. À la fin du mois de décembre 1997, plus de trente-trois occupations étaient enregistrées dans toute la France. Le 7 janvier 1998, une cinquantaine de villes étaient concernées par cette campagne. Ce même jour, une dizaine de manifestations avaient lieu dans les principales villes de France. La semaine suivante, le 13 janvier, une deuxième manifestation nationale s'étendait à soixante-seize départements, regroupant plus de cinquante mille manifestants en France, et trente-quatre lieux étaient encore occupés.

l'objet de quelques travaux qui convergent pour attester qu'un mouvement des chômeurs a peu de chances d'émerger. Nulle surprise alors quand des sociologues – et non des moindres – multiplient les formules abasourdies pour désigner le mouvement de 1997-1998 : « miracle social » (Bourdieu, 1998), « mouvement sans précédent » (Paugam, 1998), « inédit » (Touraine, 1998). Mais l'essentiel est ailleurs : « ce mouvement » confère un nouveau statut aux luttes de chômeurs dans la réflexion académique (Royall, 1998). Sans négliger les facteurs de leur « silence », les recherches sociologiques scrutent dorénavant les conditions du passage à « la révolte » (Demazière et Pignoni, 1998), analysent « la force des faibles » (Bérout et Mouriaux, 1998; Bérout *et al.*, 1998), interrogent « les chômeurs en action » et les comparent aux chômeurs silencieux (Maurer, 2001), dénouent les fils de « la congruence accidentelle » qui a donné naissance au mouvement de 1997-1998 (Maurer et Pierru, 2001), analysent les ressources organisationnelles et les « entrepreneurs de protestation » (Pouchadon, 2002), ou recourent les « alliances problématiques » ayant rendu possible les luttes de chômeurs (Chabanet et Faniel, 2013a), tandis que d'autres approches disciplinaires sont mobilisées pour restituer l'histoire (Tartakowsky, 1997; Kourchid, 1999; Pigenet et Tartakowsky, 2003; Pierru, 2003) et même l'anthropologie des mouvements de chômeurs en interrogeant leurs « pratiques rituelles » (Kim, 2014 : 43). L'expérience française agit aussi comme une source de comparaison scientifique avec d'autres expériences nationales (Faniel, 2004; Chabanet et Faniel, 2012). Dans cette même période, nous achevons notre thèse pour le doctorat : Valérie Cohen (2003) sur la formation et les transformations de l'organisation AC!; Xavier Dunezat (2004) sur la division du travail militant et les rapports sociaux de sexe dans les mouvements de Morlaix et de Rennes en Bretagne.

Vingt ans après le mouvement de 1997-1998, nous proposons une nouvelle publication sur les « chômeurs mobilisés ». Cette expression mérite d'être explicitée et replacée dans le temps long des luttes contre le chômage avant de préciser les motifs de notre projet et les contours de notre démarche qui colorent l'économie de cet ouvrage.

Des luttes contre le chômage aux chômeurs mobilisés

La superposition entre la notion de chômage et la population des chômeurs est loin d'être évidente. Plusieurs travaux ont déjà montré combien le chômage était « une catégorie problématique » (Demazière, 1995 : 5-20) dont l'apparition n'avait pas suffi à « inventer les chômeurs » (Demazière, 2006 : 5-23). Il ne s'agit pas ici de revenir « aux sources du chômage » (Mansfield *et al.*, 1994) et « du chômeur » (Topalov, 1994) mais de rappeler combien la figure des « chômeurs mobilisés » est encadrée dans une histoire longue et complexe qui en conditionne l'appréhension. En effet, le chômage est une question politique qui a structuré l'histoire du salariat d'un double point de vue : il a fait l'objet de formes de prises en charge par les pouvoirs publics (traitement du chômage, politique de l'emploi,

définition sélective des chômeurs) et suscité, simultanément, des formes directes ou indirectes de résistances.

Le lien ontologique entre le chômage et l'emploi – au sens d'activité professionnelle rémunérée et déclarée – circonscrit l'histoire du chômage aux transformations issues des Révolutions industrielles du XIX^e siècle et à la progressive émergence d'une société salariale dans laquelle la satisfaction des besoins passe, pour une part croissante de la population, par la vente de sa force de travail. Le chômage est associé, de manière privilégiée, à la situation dans laquelle une personne – privée du capital qui lui permettrait de s'autosuffire ou de faire travailler d'autres personnes pour son compte – ne peut pas vendre sa force de travail pour vivre. Si l'histoire des sociétés contemporaines reste éblouie par les fameuses périodes de plein-emploi (masculin⁷), le chômage endémique apparaît plutôt comme une constante, une « armée industrielle de réserve » (Marx, 1867), indissociable du fonctionnement de l'organisation économique issue des révolutions industrielles et libérales. En cela, le chômage peut être pensé comme une norme sociale consubstantielle au salariat en tant que régime spécifique d'exploitation historiquement situé. Une norme que les sans-travail⁸ ont immédiatement perçue parce qu'ils la subissaient.

Un passage en revue de l'histoire des mouvements sociaux depuis le début du XIX^e siècle révèle, par exemple, que la crainte du chômage est profondément ancrée dans l'histoire du mouvement ouvrier comme le montrent les travaux sur le « luddisme » (Jarrige, 2012) – ces résistances ouvrières à la mécanisation accusée de tuer l'emploi – ou ceux sur les mutuelles ouvrières qui prenaient en charge l'absence provisoire d'emploi. De même, lors de la Révolution de 1848, des « ateliers nationaux » sont ouverts et se présentent comme des « sortes d'ateliers de travaux publics organisés pour satisfaire le droit au travail, afin que tout chômeur puisse disposer d'un salaire minimum en s'adonnant aux activités proposées » (Riot-Sarcey, 2012 : 132). On peut aussi évoquer les « marches de la faim » qu'ont incarnées « les marches de chômeurs dans les années 1890 » aux États-Unis (Debouzy, 2012 : 393-394), avant les « marches de la faim » des sans-travail qui ont structuré l'histoire française dans les années 1930 (Pierru, 2012 : 91). Plus structurellement, si le chômage n'est pas au cœur des revendications des grandes épopées ouvrières comme celle de 1936, il constitue néanmoins un phénomène de masse contextuel tant par le nombre de chômeurs (près d'un million) que par le nombre de travailleurs qui en vivent l'expérience récurrente sous la forme du « chômage partiel » (Prost, 2012 : 409).

Cette approche du chômage – comme crainte ou expérience – met en miroir que les mobilisations contre le chômage structurent en profondeur l'histoire du mouvement ouvrier et du salariat. Néanmoins, on peut parler ici de chômage

7. Ces périodes sont à relativiser en pointant le fait que les « femmes au foyer » étaient privées de la possibilité de vendre leur force de travail mais constituaient une forme d'armée de réserve, comme l'a montré leur recrutement massif lors des deux guerres mondiales.

8. La catégorie de « sans-travail » se superpose souvent à celle de chômeurs. Nous lui préférons celle de sans-emploi car le travail englobe aussi des formes d'activités non rémunérées (domestiques, militantes, etc.).

sans chômeurs tant la figure du chômeur mettra plus de temps à émerger sous l'effet du renouvellement des modes de gestion du chômage (Demazière, 2006), notamment par le versement d'une allocation qui agit simultanément comme un acquis social et la marque d'une identification négative. À partir de la fin des années 1970, la combinaison d'une prise en charge institutionnelle des effets du chômage et le retour du chômage de masse alimentent la naissance d'une nouvelle figure sociale : celle des chômeurs. Ces derniers ont fait l'objet, depuis les années 1980, d'un travail incessant de redéfinition à partir de la multiplication des modes de catégorisation institutionnelle qui déplacent les frontières du groupe des chômeurs (*ibid.*) et visent la baisse coûte que coûte des surnuméraires au/du chômage⁹.

Ce livre porte sur les chômeurs mobilisés, non sur les chômeurs que nous définissons simplement comme l'ensemble des personnes qui cherchent un emploi et qui s'en estiment privées. Par chômeurs mobilisés, nous désignons alors les actions collectives dites de chômeurs, avec les chômeurs ou pour les chômeurs pour reprendre la distinction entre « mouvements de pauvres » et « mouvements pour les pauvres » (Péchu, 2006). Nous englobons donc les mobilisations qui ne comprennent pas nécessairement des chômeurs mais qui sont orientées vers la lutte contre le chômage. La notion d'action collective est quant à elle prise au sens le plus empirique et pragmatique d'« action concertée en faveur d'une cause » (Neveu, 2015 [1996] : 9). Cette expression a fait florès et a permis de rompre avec les approches normatives qui se sont longtemps disputées la « bonne » définition théorique d'un mouvement social, au détriment de la démarche inductive dont nous nous réclamons dans ce livre. Les mobilisations dites de chômeurs sont donc ici appréhendées – dans le sillage des approches aujourd'hui dominantes et englobantes (Mayer, 2010) – comme des actions collectives, publiques, revendicatives, directes, autonomes, expressives, contestataires, qui échappent aux cadres juridiques et institutionnels ritualisés et qui interrompent le cours normal des choses.

Pourquoi ce livre ?

En contredisant les constats généralement établis soulignant l'apathie et le désengagement des populations au chômage, les actions collectives durant l'hiver 1997-1998 donneront lieu à des publications scientifiques et des colloques dans lesquels la question de leur improbable mobilisation sera fréquemment posée, décortiquée, analysée. Pourquoi dès lors revenir sur un sujet qui a déjà suscité un certain nombre d'études empiriques et d'écrits¹⁰ ?

9. La littérature sur le chômage et les chômeurs est immense : nous renvoyons ici aux synthèses proposées par Didier DEMAZIÈRE (2006).

10. La plupart des écrits consacrés aux mobilisations de chômeurs en France sont référencés dans la bibliographie. Au moins quatre ouvrages visent explicitement les luttes apparues depuis les années 1980 (DEMAZIÈRE et PIGNONI, 1998; MAURER, 2001; CHABANET et FANIEL, 2013a; KIM, 2014).

Aucun évènement majeur ne vient ici justifier cet ouvrage. On n'enregistre pas en effet de mouvements spectaculaires même si, le plus souvent dans l'ombre, des chômeurs s'activent quotidiennement pour subsister et continuent de lutter pour faire valoir leurs droits, défendre des modes de protection. Toujours nombreux, ils semblent pourtant disparaître de l'espace public, à tel point qu'on imagine difficilement qu'ils (se) manifestent, dénoncent leur condition, voire la revendiquent. En peu de temps, à peine une vingtaine d'années, on semble avoir oublié que le chômage peut se combiner à des actions collectives, que des chômeurs peuvent s'organiser, lutter, débattre. Les mobilisations collectives de chômeurs semblent ainsi devenues une histoire désuète.

Dans ce contexte où l'action collective apparaît – une fois de plus – compromise, mise à mal ou oubliée, il nous semblait important de reparler des chômeurs et de leurs capacités d'action ; de rappeler leurs manières de penser, de s'organiser, d'agir ; de faire état des débats, des tensions et des conflits qui les ont divisés. Par ailleurs, même si elles ont perdu en intensité, ces luttes conservent une actualité sur le plan de la réflexion sociologique. Elles continuent en effet à être présentées et construites comme un cas exemplaire et paradigmatique de différentes mobilisations qualifiées d'« improbables » en sociologie de l'action collective¹¹. Jusqu'à la fin des années 1990, les chômeurs ont représenté une figure idéal-typique des catégories sociales étiquetées comme en marge du salariat stable, tellement dépourvue d'homogénéité et de ressources que le recours à la protestation collective ne pouvait relever que du miracle. Certes les années 1980 et 1990 ont été marquées par des expériences de luttes mais les analyses n'ont jamais réussi à rompre avec une forme de désillusion dans l'analyse de ces tentatives et ont privilégié la focale sur les freins, les obstacles, les manques auxquels sont confrontés les chômeurs. Même lorsqu'on reconnaît une existence réelle à ces mobilisations, elles restent suspectées d'improbabilité, d'autant plus que les chômeurs mobilisés sont alors regroupés sous l'étiquette de « sans », laquelle vise à les rapprocher d'autres populations qui se définiraient avant tout par le manque. Avec celles des « sans-logis », des « sans-papiers », des prostituées, les mobilisations de « sans-emploi » relèvent de « la rébellion des marges et des exclus » (Crettiez et Sommier, 2006 [2002] : 323-415) et sont ainsi caractérisées, encore aujourd'hui, par des modes de catégorisation et, dans le même temps, d'analyse qui leur confèrent un caractère singulier, hors-norme, extraordinaire.

Nous espérons, comme d'autres auteurs, éclairer un fait qui a été construit comme une énigme. Mais il s'agit aussi de faire sortir ces luttes de leur caractère improbable en questionnant ce qui fonde leur spécificité, en cherchant à les étudier comme des mobilisations parmi d'autres ; c'est-à-dire non pas seulement à partir des ressources manquantes, de ce qui leur fait défaut et de ce qu'il leur faudrait pour advenir. En d'autres termes, nous ne sommes pas partis d'un modèle défini de ce que sont ces actions mais plutôt de ce qu'elles donnent à voir,

11. En témoigne le titre d'un article de Didier CHABANET et Jean FANIEL (2013b : 25-56) : « Quand "l'improbable" se produit : les chômeurs en action ». En témoigne aussi le titre de l'introduction du livre le plus récent sur les « chômeurs-militants » : « Un mouvement impossible? » (KIM, 2014 : 11.)

des questions qu'elles posent et qui se sont imposées dans le travail d'enquête. L'analyse de ces luttes conduit en effet à se confronter à des questions classiques en sociologie de l'action collective (Mathieu, 2004). Comment se forment des groupes mobilisés? Qui sont les personnes qui les constituent et les rejoignent? Comment s'engagent-elles? Que fait-on dans une action collective? Comment s'organise-t-on? Autour de quel objectif? Qu'est-ce que cela produit? Comment cela se termine?

Autrement dit, nous avons cherché à repartir du programme à la fois ambitieux et pragmatique de toute entreprise sociologique : « Comment ça se fait que ça se passe comme ça dans le monde social et pas autrement¹²? » En prenant ainsi d'emblée de la distance avec les questions relatives à la probabilité des luttes de chômeurs et en repartant de thématiques qui ne sont pas spécifiques aux luttes observées, cet ouvrage permet de compléter et d'éclairer certains aspects. Si notre retour sur les chômeurs mobilisés propose un autre regard, plus ethnographique et localisé, sur la formation de leurs actions, leur hétérogénéité constitutive, leurs logiques d'engagement et leurs revendications, il élargit la focale à des dimensions plus invisibles dans le traitement jusqu'alors proposé : l'agencement des pratiques dans le moment militant, les effets symboliques et matériels de la participation sur le quotidien des chômeurs et sur leurs trajectoires, la diversité des tensions et des clivages qui les ont divisés, les modes d'éclatement des groupes mobilisés.

Il s'agit alors de poser d'autres questions qui, en l'occurrence, ont été délaissées par les travaux axés sur la seule formation, la maturation, des luttes de chômeurs. En quoi la condition de chômeur colore-t-elle l'action collective? Dans quelle mesure la singularise-t-elle? Quelles sont les activités déployées par les chômeurs lorsqu'ils se mobilisent et quels sont leurs modes de participation au travail militant? Qu'est-ce que les chômeurs mobilisés font à l'action collective et qu'est-ce que celle-ci contribue en retour à leur faire? Dans quelle mesure peut-on parler de dynamiques collectives de chômeurs? Comment rendre compte des crues et décrues de ces luttes?

Un tel angle de questionnements nous a obligés à faire un pas de côté, à suspendre la tentation de traiter les chômeurs mobilisés comme de simples « sans-emploi », de les réduire à des « sans » comme les autres. En effet, les chômeurs mobilisés sont aussi des hommes, des femmes, des Français, des étrangers, des immigrés, des jeunes, des vieux. Ils n'ont pas tous la même socialisation politique ou militante, connaissent des expériences professionnelles et domestiques distinctes, présentent des trajectoires sociales très diverses. En d'autres termes, ces luttes comportent des dynamiques qui reposent sur la condition de chômeur mais ne s'y limitent pas.

Le regard porté sur ces luttes est par ailleurs indissociable de nos trajectoires de recherche et de la méthodologie d'enquête. C'est en partie parce que nous n'avions pas initialement pris pour objet ces actions collectives que nous n'avons

12. C'est à travers cette question que Pierre BOURDIEU définit la sociologie dans une émission de radio filmée qui apparaît dans le film de Pierre CARLES consacré au sociologue (*La Sociologie est un sport de combat*, 2001).

pas perçu leur existence comme surprenante. Les analyses qui sont ici développées reposent sur des matériaux provenant de deux thèses, lesquelles ont pour origine des entrées différentes sur ce terrain de l'action collective. Valérie Cohen s'intéressait aux pratiques d'une organisation collective de chômeurs afin d'étudier des dynamiques d'affiliation sociale, dans un contexte scientifique où prévalaient les études sur « l'exclusion ». Xavier Dunezat avait quant à lui rejoint les mobilisations de chômeurs dans l'optique d'étudier les rapports sociaux de sexe produits dans les luttes, à partir du point de vue des « féminismes matérialistes » (*Cahiers du Genre*, 2016). Ce n'est qu'une fois sur le terrain que l'une et l'autre avons alors découvert non pas tant l'action collective de chômeurs mais que celle-ci avait été le plus souvent analysée en termes d'obstacles. Et c'est également en nous retrouvant au sein de ces espaces que nous avons été d'une certaine manière rattrapés, happés et interpellés par ce qui s'y déroulait : la solidarité militante et la disparité des participants, l'effervescence collective et l'éclatement de collectifs, les liens de camaraderie et les conflits, l'intensité des échanges et les difficultés de faire ensemble, la participation des plus pauvres et la dureté des conditions d'existence, les formes d'émancipation et de relégation produites par ces luttes. Alors même que nos travaux étaient guidés par des questions différentes, nous avons l'une et l'autre répertorié des faits similaires, rencontré les mêmes acteurs. Sans doute que la démarche d'enquête ethnographique, fondée sur l'immersion sur la durée et l'observation participante, ont permis ces rapprochements. En étant tous les deux positionnés au cœur même des pratiques, au plus près de ce que vivent les acteurs, nous avons accédé à « une histoire de l'intérieur » qui était en train de se faire et de se défaire sous nos yeux. Cependant, il serait réducteur de laisser penser que nous avons toujours vu les mêmes choses et les mêmes personnes pour la bonne et simple raison que nous avons enquêté à partir d'entrées ethnographiques et de temporalités militantes différentes.

Deux enquêtes ethnographiques, une boîte à outils

Nous avons recouru de manière privilégiée à une démarche ethnographique fondée sur l'immersion¹³, qui permet notamment de « comprendre sans trop de médiations [les] enquêtés, en les suivant dans leurs activités, en y participant parfois, en partageant des moments de sociabilités plus ordinaires » (Proteau, 2017 : 111). L'observation directe a été menée « à découvert » (Arborio et Fournier, 2005 [1999]), si bien que, même si « les placards de l'ethnologue » sont trop nombreux pour prétendre les avoir tous ouverts (Chauvin, 2017), nous avons explicitement assumé, auprès des enquêtés et avec eux, le fait d'activer simultanément « des logiques de relations interpersonnelles, avec tous les aspects sociaux, psychiques, moraux que celles-ci peuvent comporter, et de l'autre des

13. Voir notamment l'ouvrage collectif, dirigé par Pierre LEROUX et Erik NEVEU (2017), qui interroge « les genèses, usages, rendements et risques des pratiques de l'immersion » (p. 18). L'usage de l'immersion est de plus en plus répandu dans l'analyse des groupes mobilisés : voir par exemple les deux numéros de la revue *Politix* (2011 et 2017); SINIGAGLIA (2012); RÉTIF (2013); JOHSUA (2015).

logiques de recherche, d'objectivation, d'enquête » (Schwartz, 2017 : 219). Grâce à l'immersion, adossée à l'entretien et à l'analyse des productions écrites des chômeurs mobilisés, nous avons pu multiplier les échelles d'observation et les articuler de manière à saisir simultanément les logiques de l'engagement individuel, le groupement militant et le contexte, qu'il soit macrosocial ou plus localisé (Johsua, 2015 : 11-13).

Une première enquête, menée par Valérie Cohen, s'est déroulée au sein des collectifs d'Agir ensemble contre le chômage (AC!). Elle a débuté en 1996, dans un contexte où les actions collectives de chômeurs se développaient mais avaient peu de visibilité et ne constituaient pas un objet de recherche pleinement légitime en sciences sociales, en dépit de travaux empiriques sur les formes organisationnelles des chômeurs (Fillieule, 1993 ; Bourneau et Martin, 1993 ; Demazière, 1996). Les données sur AC! ont été récoltées à partir de différents postes d'observation qui ont évolué dans l'espace et le temps¹⁴. L'inscription s'est faite en participant régulièrement aux activités d'un collectif local situé à Paris. Cet ancrage a favorisé la participation aux actions, l'accès à différentes instances nationales fermées mais également aux espaces de débats informels qui sont l'occasion de prendre la mesure des tensions internes au réseau. Les positions d'observation ont évolué au fil de l'enquête. Arrivée sans formation militante initiale, les premières activités ont surtout consisté en des tâches qui ne supposaient pas de compétences spécifiques, ce qui a facilité des rapprochements avec celles et ceux qui n'avaient jamais milité et sont ainsi souvent invisibilisés. Au fur et à mesure de l'intégration dans le réseau, après une formation accélérée par l'intensité des actions, il a alors été possible de prendre part à d'autres pratiques tout en refusant certaines positions relatives à la délégation. Suite aux premières séries d'occupation de 1997-1998 et afin d'obtenir une vision plus globale de l'organisation, plusieurs séjours de courte durée ont été réalisés dans des collectifs d'autres régions : à Saint-Brieuc, Toulouse, Grenoble et Bordeaux. Cette inscription a donné lieu à de nombreuses observations de débats, de réunions, d'assemblée générale, de pratiques ordinaires et de modes d'action (manifestations, occupations) qui ont facilité la réalisation d'entretiens. La documentation interne a également constitué un matériel de recherche particulièrement précieux. Le journal, la *Lettre rapide*, existe depuis la création d'AC! et se composait en 1999 de plus d'une centaine de numéros qui rendent compte de toutes les décisions nationales et des activités des collectifs locaux, reproduisent différents comptes rendus de réunions et des prises de positions. L'observation participante s'est terminée en septembre 1998 mais d'autres matériaux visant à actualiser les données ont été récoltés dans les années 2000. Ce volet de l'enquête s'est surtout traduit par la réalisation d'entretiens avec les acteurs préalablement rencontrés et ayant maintenu une participation ainsi que par une analyse de différentes archives produites après 1998.

14. Nous renvoyons aussi à l'annexe 1 qui présente les matériaux récoltés pour AC! et à l'annexe 2 qui rend compte des modalités de participation lors de l'immersion.

La seconde recherche repose sur deux terrains, en Bretagne, ayant fait l'objet d'une analyse comparative systématique. De septembre 1997 à juillet 1998, Xavier Dunezat était enseignant et résidait à Morlaix où il a appris, par un collègue de lycée, le lancement d'une occupation de la mairie par les chômeurs ; il bénéficiait aussi d'un hébergement à Rennes où il a croisé « par hasard » une manifestation de chômeurs¹⁵. De janvier 1998 à avril 1999, il a ainsi rejoint – pour des motifs militants aussi (Dunezat, 2011) – et observé les mobilisations de chômeurs¹⁶. Du lundi soir au jeudi soir, il participait aux assemblées générales (AG) et aux actions du mouvement de Morlaix. Du vendredi matin au lundi après-midi, il participait aux AG et aux actions du mouvement de Rennes, dans lequel il a aussi bénéficié de la prise de notes d'une amie enseignante qui a joué le rôle d'informatrice. À l'inverse de l'enquête menée dans AC!, les postes d'observations étaient relativement stabilisés puisqu'ils se limitaient aux AG, aux réunions d'une coordination régionale, aux moments des actions (occupations, manifestations, etc.) et de la gestion quotidienne des lieux occupés 24 heures sur 24. Grâce au statut banalisé de l'écriture dans l'espace militant, des prises de notes in situ ont pu être réalisées tandis que la participation continue (Morlaix) ou régulière (Rennes) a facilité la réalisation d'une soixantaine d'entretiens, entre l'été 1998 et l'été 1999, avec toutes les catégories de chômeurs mobilisés. Par ailleurs, hors entretien, une soixantaine de questionnaires sur les trajectoires de vie ont été remplis et une documentation militante a été analysée (comptes rendus d'AG, bilans d'activités de l'association de Morlaix, productions écrites des mobilisations), de même que les articles des éditions locales de deux quotidiens (Ouest-France et Le Télégramme de Morlaix).

Le mode de participation aux deux mobilisations a été variable : silencieux et actif avant de devenir – sous l'effet de la répression – un militant plus impliqué en fin de mouvement à Morlaix ; encore plus silencieux et passif à Rennes pendant plus d'un an compte tenu d'un rapport distant et critique à l'ordre militant (voir annexe 2 et Dunezat, 2011). La fin de l'enquête a été ponctuée par les événements militants : l'arrêt collectif du mouvement de Morlaix a sifflé la fin de l'immersion tandis que, à Rennes, l'enquête cesse après notre démission engendrée par les conflits internes. Deux restitutions enregistrées ont pu être organisées à Morlaix – en mars 1999 et lors de la remise du manuscrit de la thèse en 2005 – mais les conflits au sein du mouvement de Rennes ont rendu impossible l'organisation d'une telle restitution, cantonnée à des modes informels dans le cadre d'une sociabilité durable avec certains chômeurs « libertaires ».

Les analyses qui sont ici livrées reposent ainsi sur un matériau conséquent par l'ensemble des données récoltées mais aussi en raison de la diversité des supports de production. Par exemple, nombre de productions écrites des mobilisations observées – tracts, journaux internes, comptes rendus – ont pu à la fois être

15. Nous renvoyons ici à l'annexe 4 qui retrace, sur un mode ethnographique, le mode d'accès et d'entrée dans les deux mouvements observés.

16. Nous renvoyons aussi à l'annexe 1 qui présente les matériaux récoltés pour Morlaix et Rennes et à l'annexe 2 qui explicite la position sur le terrain.

rapportées à leur moment et à leur échelle de fabrication, reliées à l'agencement des pratiques qui les a secrétées et soumises à la discussion lors des entretiens. De même, nous avons combiné des récits biographiques – qui inscrivent les propos et les pratiques dans des trajectoires sociales longues et complexes – et des récits en temps réel d'échanges ou de conflits observés lors des AG, tandis que l'interconnaissance construite avec les chômeurs mobilisés nous a permis de repérer les pratiques les plus ordinaires du moment militant et d'objectiver les modes de participation au travail militant. Rassembler ces données conduit par ailleurs à un travail de comparaison, mais qui relève d'une reconstitution *a posteriori*, laquelle comporte certes des avantages – en permettant de conforter des dynamiques, de s'autoriser des montées en généralité au regard de la récurrence de certains phénomènes – mais également des limites¹⁷. En témoignage par exemple la disparité des modes de présentation des personnes interviewées parce que les deux enquêtes ne visaient pas, avec la même rigueur, les trajectoires sociales; en témoignent encore les écarts dans l'usage des matériaux secondaires parce qu'une organisation comme AC! est aussi un espace de production de textes sans commune mesure avec les capacités d'une association locale. Toutes les données ne peuvent donc être comparées car elles ne sont pas nécessairement comparables sous l'effet du rapport au terrain et des contextes de production (Sa Vilas Boas, 2012) mais aussi des questions préalables de recherche. Pour cette raison, tous les matériaux ne sont pas mobilisés de manière équivalente ou encore systématique selon les chapitres et les thèmes traités. Certains aspects sont ainsi plus spécifiquement mis en relief par l'une des deux recherches ou encore des données émanant d'un terrain spécifique prennent une place plus conséquente lorsqu'elles nous sont apparues plus évocatrices ou pertinentes pour éclairer tel ou tel point de notre démonstration. Rassembler deux recherches – qui plus est ayant fait l'objet de thèses – est un exercice peu commun, nous obligeant nécessairement à prendre des « chemins de traverses méthodologiques » (Leroux et Neveu, 2017 : 17) et à « bricoler » sous une forme originale, étant entendu qu'« en matière de recherche le bricolage est un art commun » qui met à distance « les grands discours méthodologiques » sans qu'il soit pour autant autorisé de renoncer à « la vigilance épistémologique » (Proteau, 2017 : 115). Mais, il faut avant tout voir cet exercice de compilation comme la construction d'un support visant à donner corps à ces luttes et à leurs acteurs, conduisant ainsi à questionner leurs dynamiques transversales et singulières, à mettre en relief leurs dynamiques collectives et clivées.

La démarche comparative induite par notre projet et la nécessité de construire des ponts, empiriques et théoriques, entre nos terrains respectifs nous ont conduits à proposer une boîte à outils commune pour étudier les mobilisations. En effet, l'analyse sociologique passe souvent sous silence les « petits détours par les cuisines » et les bricolages (Avanza *et al.*, 2015) auxquels les ethnographes en

17. Nous développons cette dimension dans l'annexe 3, consacrée à la démarche d'écriture comparative. Voir aussi les réflexions de Sophie RÉTIF (2013 : 25-30) sur l'usage de la comparaison et ses différents niveaux pour son analyse de « la structuration genrée des activités militantes ».

particulier et sans doute les sociologues en général se trouvent acculés lorsqu'il s'agit de récolter, de présenter, de mélanger des données. La méthode inductive est ici d'un grand secours. Elle ne consiste pas tant à rompre avec la démarche déductive qu'à prendre au sérieux les contraintes de chaque terrain et à s'y adapter pour construire une démarche dont la scientificité ne provient pas d'une quelconque prétention à l'exhaustivité ou à la « vérité » mais d'une volonté de rapporter les données analysées au cadre empirique dans lequel elles ont été récoltées. Dans plusieurs chapitres, nous n'esquivons pas la question logique et légitime : comment ont-ils construit leurs catégories d'analyse ?

Plusieurs discussions, autant théoriques que méthodologiques, sont ainsi abordées et font l'objet de propositions, susceptibles d'être testées sur d'autres terrains de l'action collective et pour d'autres groupes mobilisés dont la caractéristique la plus transversale est sans doute le fait que ces groupes ne sont jamais stabilisés. La première (voir chapitre 3) a trait aux échelles de dénombrement des participants à une action collective : comment compter les chômeurs mobilisés, autrement dit quand et où les dénombrer, dans quels espaces-temps ? La deuxième (voir chapitre 3) se confronte à la question des principes de catégorisation des acteurs, pour laquelle nous proposons la mise en œuvre d'une « cartographie des pôles » orientée par les processus de division endogènes aux luttes mais objectivée au prisme des acquis en matière d'analyse des trajectoires professionnelles, domestiques, militantes. Ce double détour permet à la fois de prendre au sérieux les modes d'identification utilisés par les acteurs mobilisés et de ne pas passer à côté de figures intermédiaires ou encore de pôles masqués par la dynamique des luttes (femmes et hommes, étrangers/immigrés et nationaux...). La troisième réflexion (voir chapitre 4) a trait aux dispositions et aux ressources ou encore aux formes de capital que la littérature sur les mouvements sociaux a identifiées comme vecteurs probables et facteurs explicatifs de l'engagement militant. Nous proposons ici une appréhension élargie de ces éléments en prêtant attention aux trajectoires des figures jugées les plus improbables dans le militantisme, et pour lesquelles nous mettons en débat l'hypothèse d'un continuum entre la mobilisation individuelle – dans des « pratiques de subsistance » sources d'un véritable « capital vécu » – et l'accès sous conditions à la mobilisation collective. La quatrième réflexion (voir chapitre 5) a trait à la manière d'appréhender des pratiques et leur agencement. En l'occurrence, dans le sillage de travaux en plein développement, nous proposons de recourir au concept de « travail militant » et aux formes de sa division pour ordonner les pratiques des chômeurs mobilisés et suivre leurs inflexions. Plus largement, nous mettons en débat le caractère heuristique de diverses typologies susceptibles d'orienter l'objectivation des modes de participation à l'action collective (continue, alternée, réservée, inactive) et des modes d'inscription dans le travail militant (hiérarchique, militante, professionnelle, disponible). Ces typologies ont été élaborées en croisant les apports de la sociologie du travail, des rapports sociaux de sexe et du militantisme (Kergoat *et al.*, 1992 ; Kergoat, 2012).

Enfin, une dernière réflexion a concerné tous ces « morceaux de terrain », d'entretiens et d'observations, qui ne rentrent pas toujours, ou pas bien, dans la mise en ordre sociologique. Comment rendre justice à l'effroyable complexité du monde réel lorsque ce dernier vient contrarier le lissage des faits ? Comme le souligne Christine Delphy (2001 : 46), « seule la magie, ou l'idéologie, éclairent le monde dans son entier, le rendent ordonné, lisible et transparent ». La mise en ordre du désordre des pratiques amène à des choix et donc à des silences, elle met ainsi parfois de côté des moments plus ou moins collectifs, relègue au second plan certains faits et anecdotes. Nous pensons ici à ces moments de terrain, difficiles, au cours desquels surgit une personne « trop bourrée », où une AG dégénère en « bagarre physique », où une personne fait l'objet d'un énervement collectif dès qu'elle s'exprime. Nous pensons aussi à ces moments de terrain, exaltants, au cours desquels nous découvrons qu'une personne sait aussi sourire, qu'une autre n'est plus saoule et s'est mise à parler, qu'un chômeur, ancien colleur d'affiche du FN, vient en aide à un camarade chômeur étiqueté noir alors qu'il est agressé par des militants du FN, qu'une femme violente par son conjoint parvient enfin à lui résister et s'en libérer, à la suite de sa participation aux actions collectives. Ce désordre des luttes de chômeurs a directement inspiré l'organisation et la logique des deux derniers chapitres dans lesquels transparait une approche ambivalente du fait militant, lequel oscille entre illusion et désillusion, entre déception et espoir.

Économie de l'ouvrage

Le livre s'est construit autour de quatre grandes parties qui correspondent à des dimensions constitutives de l'action collective et à des questions qu'elle soulève pour les chercheurs, mais aussi parfois pour les acteurs qui y participent.

La première partie – (Se) Former – vise à apporter des éléments de cadrage scientifique et de contexte relatif à l'émergence de ces luttes. Le premier chapitre revient ainsi sur les travaux sociologiques qui ont traité la question des mobilisations collectives de chômeurs. Il s'agit de montrer de quelle manière cet objet a été analysé et construit par la discipline, nous permettant dans le même temps de préciser notre démarche et de nous situer par rapport à la catégorie de classement que constitue celle de « mobilisation improbable » ou « émergente ». Le deuxième chapitre revient sur la formation des luttes de chômeurs mais en s'appuyant sur nos entrées ethnographiques. Nous ne cherchons pas en effet ici à expliquer ces mobilisations mais bien plutôt à éclairer certaines dimensions de leur émergence que peuvent mettre en relief les terrains étudiés. La question organisationnelle, la question syndicale, la question médiatique sont autant d'angles de recherche déjà bien documentés et que nous enrichissons avec nos données qui interrogent aussi l'impact des réactions des autorités sur les formes et temporalités militantes des luttes de chômeurs.

La deuxième partie – (Se) Rejoindre – entend présenter les chômeurs mobilisés en s'interrogeant sur les groupes qui les composent mais également sur les

logiques d'entrée dans la lutte. Le troisième chapitre détaille ainsi l'hétérogénéité constitutive déjà relevée pour les mouvements sociaux en général et les luttes de chômeurs en particulier. Des pôles – syndicaliste, anarchiste, chômeur – sont en effet repérables et relativement transversaux aux luttes observées, tandis que des figures intermédiaires, plus féminisées, sont rendues visibles grâce à l'immersion. Cette hétérogénéité traverse aussi les logiques d'engagement qui font l'objet du quatrième chapitre. Il s'agit notamment de se demander comment des chômeurs – des individus le plus souvent considérés comme atomisés, isolés, stigmatisés, écrasés par l'épreuve du chômage et définis principalement par l'activité de recherche d'emploi – en viennent à (se) rejoindre (dans) une action collective de chômeurs. L'attention portée à la composition du groupe mobilisé et à sa diversité permet de mettre à distance la distinction dominante et réductrice entre « militants par conscience » et « bénéficiaires de l'action collective » (McCarthy et Zald, 1977) qui ne saurait épuiser la sociographie des mobilisations de chômeurs tandis que les logiques d'engagement ne sauraient s'épuiser dans le simple désintéressement (des militants), pas plus que dans le simple calcul de coûts et de bénéfices (des bénéficiaires).

La troisième partie – (S')Organiser – propose une analyse de la dynamique mobilisatrice en s'intéressant aux pratiques des chômeurs mobilisés et aux contenus revendicatifs de leurs actions. Le cinquième chapitre focalise l'attention sur le travail militant et son organisation dans le cadre du mode d'action disponible le plus usité au sein du répertoire des luttes de chômeurs : l'occupation. Il détaille la production de hiérarchies militantes et de figures dominées qui se recrutent parmi les chômeurs et les femmes. En distinguant travail séparé et travail collectif, il présente une typologie des formes de la division du travail militant. Le terrain d'enquête dans les mobilisations bretonnes, de leur naissance à leur extinction, a permis de suivre les inflexions de l'ordre militant tandis que l'immersion dans AC! a donné accès à ce qui se joue autour du poste de « porte-parole » d'une organisation nationale de chômeurs. Le sixième chapitre met alors en relief les enjeux et les clivages relatifs à la question revendicative. Si la cause du revenu s'est imposée dans la production discursive, celle-ci ne doit pas masquer des positions variées, parfois opposées, dans le débat : « du fric et/ou du boulot? ». La question revendicative est ainsi appréhendée comme une dimension constitutive des rapports sociaux qui font et défont les groupes mobilisés tandis que la possibilité même d'une lutte en faveur de l'emploi est interrogée à partir notamment des « réquisitions d'emploi » organisées par les membres fondateurs d'AC!

Enfin, la quatrième partie – (S')Éclater – entend refléter et illustrer l'ambivalence de l'action collective en s'interrogeant sur ce qu'elle fait aux chômeurs mobilisés et aux collectifs qu'ils cherchent, parviennent, échouent à construire. Le septième chapitre vise à rappeler que – et à montrer comment mais surtout combien – l'action collective est facteur d'intégration, voire d'émancipation, pour les chômeurs. La mise à distance de certaines expériences sociales – comme le mal boire – et l'intégration simultanées des catégories concernées apparaissent comme des faits (extra)ordinaires que le champ militant est susceptible de produire. Mais

nombre de luttes de chômeurs s'éteignent ou s'affaiblissent, parfois excluent et éclatent. Le huitième et dernier chapitre présente les tensions et les clivages susceptibles de faire exploser les groupes mobilisés. Il s'intéresse ainsi aux processus de mise à l'écart, de stigmatisation que produisent ces groupes, et aux processus de désengagement.

Finalement, nous montrons que les luttes de chômeurs sont maillées par des rapports de pouvoir qui combinent des processus de domination et de résistance, qui produisent des dominants actifs et des dominés dont on aurait tort de ne postuler que la passivité et l'impuissance.